c.1

L'EMPLOI ET LE REVENU EN

PERSPECTIVE

Supplément Catalogue 75-001F Automne 1991

Bibliothèque Canada-Ottawa RECEIVED 24 SEP 1993 LIBRARY - BIBLIOTHÈQUE

Le marché du travail: bilan de la mi-année

FAITS SAILLANTS

- Après quatre trimestres consécutifs de ralentissement économique, plusieurs indicateurs importants de la situation économique ont enregistré des hausses sensibles au deuxième trimestre de 1991. Toutefois, les indicateurs du marché du travail émettaient des signaux quelque peu contradictoires en cette mi-année 1991. Par exemple, une hausse du niveau de l'emploi en avril et mai était suivie d'une baisse en juin.

- Le nombre de personnes détenant un emploi en juin 1991 était de 89,000 inférieur à celui de la fin de l'année 1990. L'emploi à temps partiel a augmenté alors que l'emploi à temps plein déclinait durant cette période. Le niveau de l'emploi chez les jeunes a chuté de 115,000 alors que celui des adultes progressait faiblement de 26,000.

- Les gains et pertes d'emplois n'étaient pas répartis de façon égale entre les provinces durant cette récession. L'Ontario subissait les pertes les plus élevées, soit environ les trois quarts de l'ensemble des pertes survenues au pays durant la période d'un an se terminant en mars 1991. Par contre, l'Alberta et la Colombie-Britannique enregistraient des gains d'emplois durant cette même période. Le niveau de l'emploi a d'ailleurs augmenté dans toutes les provinces de l'ouest durant le deuxième trimestre de 1991.

- Le secteur de la production de biens, le plus durement touché par les pertes d'emplois (particulièrement l'industrie manufacturière et la construction), a montré des signes de reprise durant le deuxième trimestre de 1991. Cependant, le secteur des transports, communications et autres services publics ainsi que celui du commerce, ont continué d'afficher certaines faiblesses.

- Le nombre de chômeurs enregistré en juin 1991 représente le plus haut niveau atteint depuis le début de cette récession (1,453,000) – seulement 86,000 de moins qu'au plus haut de la récession précédente, soit en décembre 1982, alors qu'il était de 1,539,000. Cependant, les taux de chômage des deux mois correspondants sont fort différents. Celui de la présente récession est beaucoup plus faible que celui de la précédente (10.5% comparé à 12.8%).

- La hausse de l'Indice des prix à la consommation (6.4%) survenue au cours du premier trimestre de 1991 a été plus élevée que celle du salaire hebdomadaire moyen (5.6%). Durant les trois trimestres précédents, les gains en salaires avaient été plus élevés que l'augmentation générale des prix.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, 1991. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable du Chef, Services aux auteurs, Division des publications, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Statistique Canada Statistics Canada

Canada

Le marché du travail: bilan de la mi-année

Tim Thompson

Pendant la première moitié de 1991, les observateurs de la situation économique et du marché du travail guettaient les signes précurseurs de la fin de la récession et du début de la reprise. Mais ce n'est qu'au deuxième trimestre que plusieurs indicateurs ont commencé à manifester des signes d'amélioration. Par exemple, on enregistrait une augmentation du produit intérieur brut et des livraisons dans les industries manufacturières en avril.

C'est en avril également que l'indicateur avancé, un baromètre montrant la direction générale que prendra l'économie dans les mois à venir, a affiché des signes de reprise pour la première fois en 15 mois. Le nombre de faillites a également ralenti légèrement en mai, après avoir enregistré une forte hausse en avril.

Cependant, plusieurs indicateurs du marché du travail ont émis des signes contradictoires. D'une part, au deuxième trimestre, le niveau de l'emploi se redressait par rapport au premier, la première augmentation en quatre trimestres. D'autre part, cette croissance attirait plusieurs personnes sans emploi au sein de la population active entraînant du même coup, une aggravation du chômage.

Tim Thompson est directeur intérimaire de la Division des enquêtes des ménages. On peut communiquer avec lui au (613) 951-5907.

Cet article est basé sur l'information disponible au 5 juillet 1991. Sauf indication contraire, toutes les données mensuelles ont été désaisonnalisées afin de faire ressortir les tendances sous-jacentes. Les mouvements saisonniers sont causés par des événements annuels réguliers tels le climat, les congés, les périodes de vacances et les cycles de la moisson et de la production. Même désaisonnalisées, les données demeurent sensibles aux fluctuations irrégulières et cycliques de long terme.

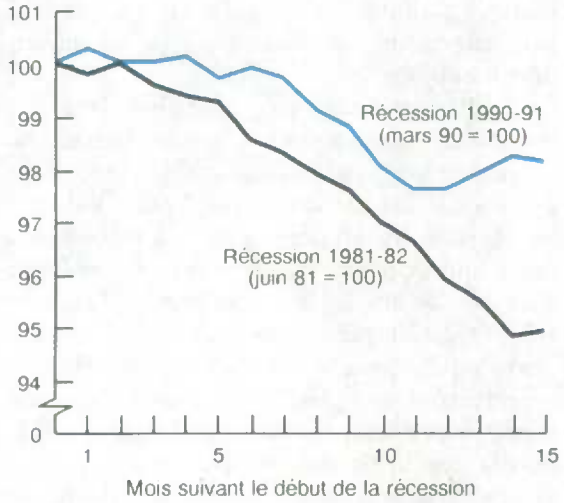
L'emploi atteint son niveau le plus bas pendant le premier trimestre de 1991

Entre la fin de 1990 et le mois de juin 1991, le nombre d'emplois perdus totalisait 89,000. La plupart de ces pertes se sont produites dans les deux premiers mois de l'année: la plus forte chute de cette récession en janvier (-90,000), suivie d'une autre baisse importante en février (-61,000). Il y a eu une remontée du nombre d'emplois durant les trois mois suivants, mais la fin du premier semestre s'est terminée avec une faible perte d'emplois en juin (-13,000).

En partie parce qu'ils ont moins d'ancienneté dans les emplois qu'ils occupent, les jeunes sont habituellement plus exposés que les adultes à perdre leur emploi en période de récession. Il ne faut donc pas s'étonner que pendant cette récession, les pertes d'emplois aient touché plus durement les jeunes. Le niveau de l'emploi chez ces derniers a baissé dans chacun des six premiers mois de 1991. Le nombre d'emplois occupés par des jeunes était de 2,070,000 en juin 1991, soit 115,000 de moins qu'à la fin de l'année précédente.

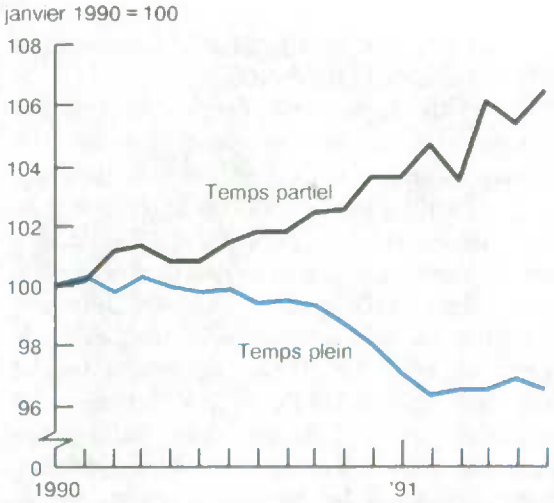
Indice de l'emploi

Comparées à la récession de 1981-82, les pertes d'emplois ont été inférieures durant cette récession.



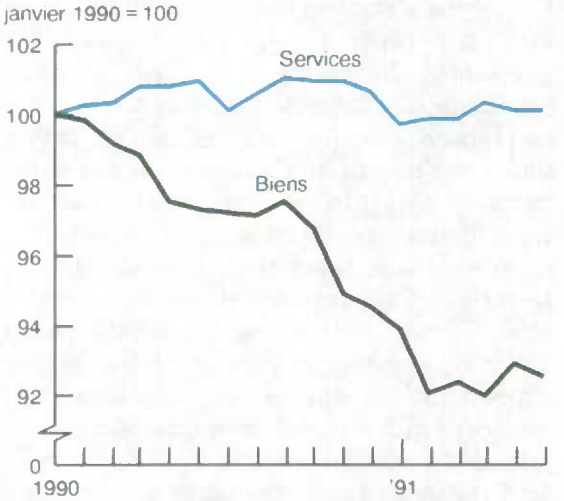
Changements du niveau de l'emploi

Au cours des derniers 18 mois, l'emploi à temps plein a chuté alors que le travail à temps partiel augmentait.



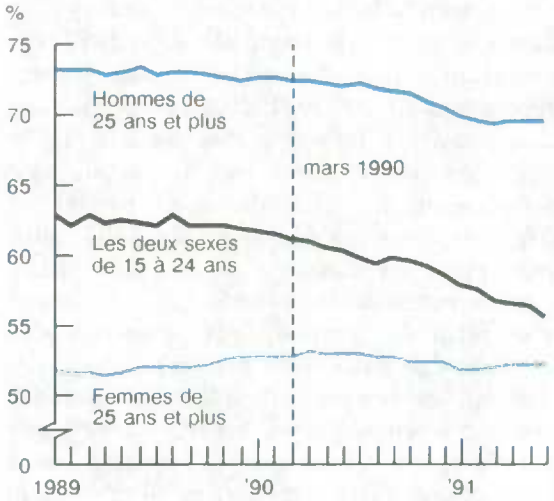
Changements du niveau de l'emploi

Le niveau de l'emploi du secteur des services est demeuré relativement stable au cours de cette récession.



Rapports emploi/population

Le rapport emploi/population des femmes d'âge adulte a décliné que très légèrement depuis mars 1990.



Source: Enquête sur la population active
Note: Les données mensuelles sont désaisonnalisées.

Par contre, chez les adultes, l'emploi n'a baissé qu'en janvier et février. Depuis, des hausses ont été enregistrées à chaque mois, et le niveau de juin, 10,281,000, dépassait de 26,000 celui de la fin de 1990.

Cette année, les pertes d'emplois ont touché surtout les hommes. En fait, le nombre d'emplois occupés par des hommes en juin 1991 était de 94,000 inférieur à ce qu'il avait été en décembre 1990. Cette baisse s'explique par la proportion beaucoup plus élevée d'hommes que de femmes, employés dans le secteur de la production de biens, lequel a été le plus durement touché par la récession. Pour les femmes, la situation est différente. Les baisses de janvier, février et juin ont été plus que compensées par les hausses successives des mois de mars, avril et mai. C'est ainsi que leur niveau d'emploi de juin était supérieur de 5,000 à celui de décembre 1990.

La proportion d'emplois à temps partiel augmente encore

En juin 1991, les emplois à temps partiel représentaient 16.4% de l'ensemble des emplois, en hausse par rapport à la moyenne annuelle de 15.4% enregistrée en 1990. En comparaison, le travail à temps partiel représentait 13.0% en 1980. Cette proportion a augmenté pendant la récession de 1981-1982, en partie parce que le secteur des services, où le régime du temps partiel est fréquent, a été moins touché. En 1984, cette proportion est passée à 15.3%, principalement à cause de la croissance relativement plus forte de l'emploi dans le secteur des services que dans celui des biens. Au cours des sept années suivantes, la proportion des emplois à temps partiel est demeurée à peu près la même. Cependant, le ralentissement économique a fait remonter cette proportion en entraînant un repli du temps plein et une croissance du temps partiel.

Durant la récession actuelle, l'emploi à temps plein semble avoir atteint son plus bas niveau en février dernier. En dépit d'une faible hausse tout au long des quatre mois suivants, le niveau de juin 1991 était de 167,000 inférieur à celui de la fin de 1990. Le nombre d'emplois à temps partiel a quant à lui, augmenté de 56,000 entre décembre dernier et juin.

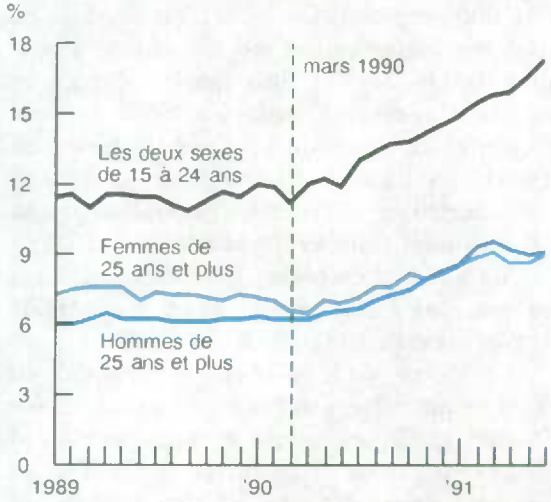
Il convient de spécifier que la croissance des emplois à temps partiel ne correspondait pas entièrement au choix personnel des travailleurs. Ceci n'est pas surprenant car en période de ralentissement économique, nombreux sont ceux qui doivent accepter un emploi à temps partiel, faute de mieux[1]. Le nombre de personnes travaillant «involontairement» à temps partiel a augmenté de 167,000 (données non désaisonnalisées) de juin 1990 à juin 1991, tandis que le nombre de ceux travaillant à temps partiel pour d'autres raisons a diminué de 53,000. C'est ainsi que le rapport du travail à temps partiel «involontaire» sur l'ensemble du travail à temps partiel est passé de un sur cinq à un sur quatre.

L'Ontario est la grande perdante de la récession actuelle

Les pertes d'emplois des 15 derniers mois ne sont pas réparties également entre les provinces. L'Ontario a perdu le plus d'emplois, soit 226,000 (tableau 1). Ce chiffre correspond aux trois quarts de la baisse totale de l'emploi au Canada survenue entre mars 1990 et mars 1991, alors que les travailleurs de l'Ontario représentaient environ 40% de l'emploi au pays au début de la période. Pendant les seuls mois de janvier et de février 1991, cette province a perdu 130,000 emplois. Malgré certains signes d'amélioration durant le deuxième trimestre, son niveau d'emploi demeurait, en juin, de 101,000 inférieur à celui de la fin de 1990. Cette situation s'explique en partie par le fait que l'industrie manufacturière y est concentrée et que ce secteur a été très durement touché par les fermetures d'usines, les mises à pied et les faillites.

Taux de chômage

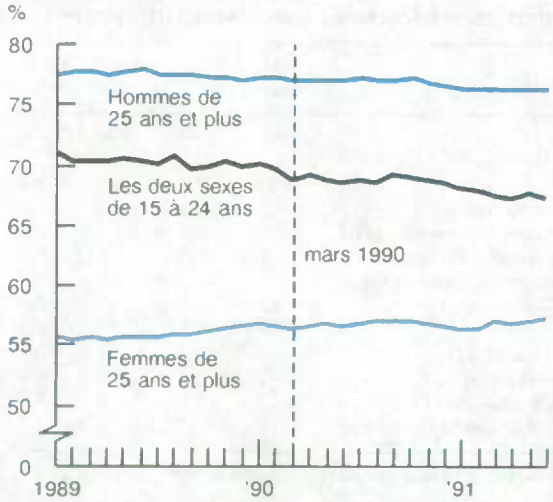
Les taux de chômage des femmes d'âge adulte sont inférieurs à ceux des hommes depuis décembre 1990.



Source: Enquête sur la population active
Note: Les données mensuelles sont désaisonnalisées.

Taux d'activité

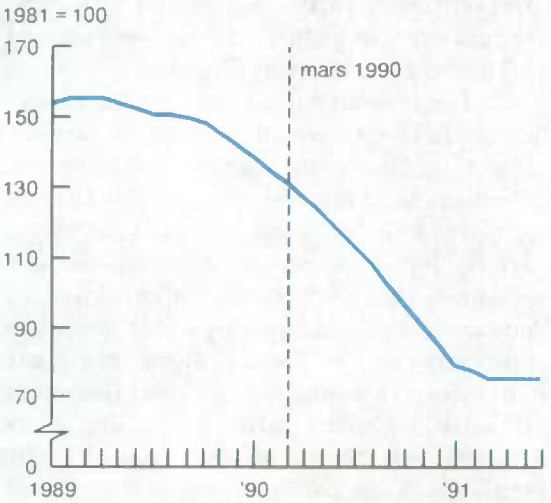
C'est le taux d'activité des jeunes qui a baissé le plus durant cette récession.



Source: Enquête sur la population active
Note: Les données mensuelles sont désaisonnalisées.

Indice de l'offre d'emploi

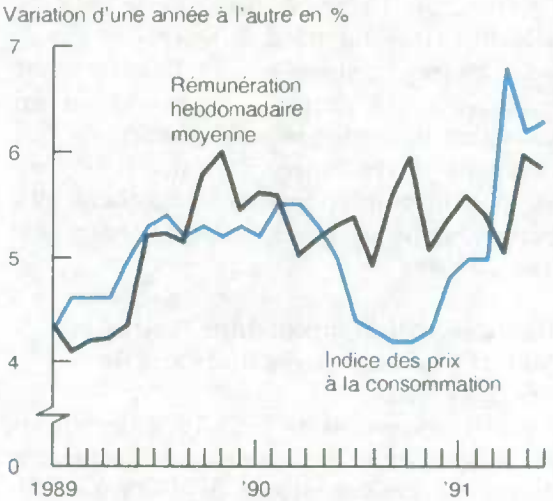
La chute de l'Indice de l'offre d'emploi semble s'être arrêtée durant le deuxième trimestre de 1991.



Source: Indice de l'offre d'emploi
Note: Les données sont désaisonnalisées; seule la tendance-cycle est présentée ici.

Rémunération hebdomadaire et Indice des prix à la consommation

Contrairement à la tendance récente, la hausse de l'IPC a dépassé celle de la rémunération hebdomadaire en 1991.



Sources: Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail et Indice des prix à la consommation

Tableau 1
Changements dans l'emploi selon la province (données désaisonnalisées)

	mars 1990 à mars 1991		mars 1991 à juin 1991	
	'000	%	'000	%
Canada	**-305**	**-2.4**	**60**	**0.5**
Terre-Neuve	-1	-0.5	-16	-8.0
Île-du-Prince-Édouard	-2	-3.7	1	1.9
Nouvelle-Écosse	-4	-1.1	-3	-0.8
Nouveau-Brunswick	-5	-1.7	-1	-0.4
Québec	-81	-2.6	3	0.1
Ontario	-226	-4.5	17	0.4
Manitoba	-15	-3.0	4	0.8
Saskatchewan	-1	-0.2	2	0.4
Alberta	12	1.0	8	0.6
Colombie-Britannique	21	1.5	25	1.7

Source: Enquête sur la population active

Pour les autres provinces, la situation est variable. De mars 1990 à mars 1991, le niveau de l'emploi a accusé un recul sensible au Québec et au Manitoba, tandis qu'il demeurait assez stable dans les provinces de l'Atlantique et en Saskatchewan mais augmentait en Alberta et en Colombie-Britannique. Depuis la fin de cette période, l'Île-du-Prince-Édouard, le Québec et toutes les autres provinces de l'ouest ont enregistré des gains. L'augmentation en Colombie-Britannique a été importante. En revanche, Terre-Neuve, la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick ont affiché des pertes, la plus marquée ayant été observée à Terre-Neuve.

Remontée de l'emploi dans l'industrie manufacturière après deux ans de décroissance

Après la récession de 1981-1982, le niveau de l'emploi dans le secteur manufacturier a augmenté chaque année de 1984 à 1989, sans jamais retrouver le sommet de 1981. La baisse de l'emploi dans ce secteur a commencé dans la deuxième moitié de 1989 et s'est poursuivie depuis, presque sans interruption. La plus forte baisse mensuelle de la récession actuelle a été observée entre les mois de janvier et février de cette année (-56,000 emplois). Ce recul s'est produit au moment où les usines fonctionnaient à leur plus faible niveau de capacité depuis la dernière récession (soit à 70.5% de leur capacité, au cours du premier trimestre de 1991). La baisse globale dans le secteur manufacturier, à compter du début de la récession en mars 1990 jusqu'à mars 1991, a été de 200,000 emplois (-9.8%). Ce recul est comparable à celui des 12 premiers mois de la récession de 1981-1982.

Même si le niveau de l'emploi du secteur manufacturier n'a pas bougé depuis février, quelques signes encourageants ont commencé à se manifester à la fin du premier trimestre. Le chiffre global des livraisons, y compris celles d'automobiles, a légèrement remonté en mars. De plus, les inventaires des entreprises manufacturières ont baissé en mars, tandis qu'en avril les livraisons d'acier laminé augmentaient et dans l'industrie de l'acier, des travailleurs étaient rappelés au travail. Au milieu de 1991, les industries manufacturières représentaient 15.1% de l'emploi total, une diminution par rapport à la proportion de 19.3% observée 10 ans plus tôt.

Contrairement aux industries manufacturières – où le recul de l'emploi survenu durant la première année complète du ralentissement économique de 1990-1991 se compare à celui observé sur une même période, lors de la récession précédente – le secteur de la construction, si on considère les deux mêmes périodes, a perdu plus d'emplois cette fois-ci. Le niveau élevé des taux hypothécaires a entraîné un ralentissement de cette industrie aux cours des deux périodes de récession. Environ 120,000 emplois ont été perdus entre mars 1990 et mars 1991, soit une baisse d'à peu près 15%. Pendant les 12 premiers mois de la récession de 1981-1982, la baisse n'avait été que de 8%. Après avoir enregistré la plus forte baisse mensuelle de la récession actuelle

(-38,000 entre décembre et janvier) le niveau de l'emploi dans l'industrie de la construction a très peu varié entre février et juin 1991. En mars, les mises en chantier et les ventes de maisons ont repris de la vigueur suite à la baisse des taux hypothécaires survenue dans la deuxième moitié de 1990; on espérait alors une remontée de l'emploi dans ce secteur industriel.

Les niveaux de l'emploi dans le secteur des services n'ont pas été aussi fortement touchés par le ralentissement économique que dans les industries productrices de biens. Dans le secteur des finances, des assurances et des affaires immobilières, l'emploi a augmenté pendant la dernière moitié de 1990, puis a fortement baissé entre décembre 1990 et janvier 1991 pour demeurer stable par la suite. Dans les services socio-culturels, commerciaux et personnels, l'emploi a diminué légèrement pendant la deuxième moitié de 1990, puis a légèrement augmenté pendant les cinq premiers mois de 1991, mais a subi un faible recul en juin.

Tableau 2
Changements dans l'emploi selon l'industrie (données désaisonnalisées)

	mars 1990 à mars 1991		mars 1991 à juin 1991	
	'000	%	'000	%
Ensemble des industries	**-305**	**-2.4**	**60**	**0.5**
Industries productrices de biens	-250	-6.8	7	0.2
Industries productrices de services	-45	-0.5	21	0.2
Agriculture	39	9.3	-6	-1.3
Autres activités du secteur primaire	-7	-2.4	10	3.6
Industries manufacturières	-200	-9.8	12	0.6
Construction	-120	-14.9	12	1.7
Transports, communications et autres services publics	-26	-2.7	-16	-1.7
Commerce	-72	-3.2	-3	-0.1
Finances, assurances et affaires immobilières	15	2.0	-11	-1.5
Services	77	1.8	38	0.9
Administration publique	-25	-3.0	17	2.1

Source: Enquête sur la population active

Au contraire, le secteur des transports, communications et autres services publics a vu baisser le nombre de ses emplois depuis le début de 1991, après une année de relative stabilité. Dans le secteur du commerce, le niveau de l'emploi a continuellement diminué depuis octobre dernier. Sa plus forte baisse mensuelle (-39,000) a été enregistrée en janvier. Le nombre total d'emplois perdus entre octobre 1990 et juin 1991 a été de 114,000 (-5.0%).

Le chômage continue de progresser

C'est en décembre 1982 que le nombre de chômeurs a atteint son plus haut niveau depuis la guerre (1,539,000). Pendant la reprise économique, ce nombre a chuté à 978,000 en mars 1990. Le nombre de chômeurs a progressé régulièrement du mois de juin 1990 au mois de mars 1991, s'est affaiblit en avril pour remonter par la suite et atteindre 1,453,000 en juin.

Le taux de chômage a suivi les mêmes tendances. De 7.2% qu'il était en mars 1990, il a progressé pendant les deux derniers trimestres de 1990 et le premier trimestre de 1991, pour s'établir à 10.5% en mars 1991. En avril, il a légèrement diminué (10.2%), pour remonter très légèrement en mai (10.3%) et atteindre 10.5% en juin. Pendant la récession précédente, le taux de chômage était passé de 6.9% en août 1981 à un sommet de 12.8% en décembre 1982.

Le chômage chez les jeunes a poursuivi sa croissance pendant la deuxième moitié de 1990 et le premier semestre de 1991. Les jeunes représentaient une plus grande part des chômeurs pendant la récession de 1981-1982 que durant celle-ci. Cette différence est en partie due au fait qu'ils forment maintenant une plus faible proportion de la population totale (24% en 1982 comparativement à 18% en 1990). Le

taux de chômage des jeunes a progressé de façon constante, passant de 11.9% en juin 1990 à 17.3% en juin 1991. Durant la même période, le taux de chômage des adultes est passé de 6.7% à 9.0%.

Le taux de chômage des hommes a augmenté plus que celui des femmes durant le premier semestre de cette année. Il est passé de 9.6% à la fin de l'année dernière à 11.0% en juin 1991. Chez les femmes, la hausse a été plus faible, de 9.0% en décembre à 9.9% en juin 1991. Du printemps 1985 à l'automne 1990, le taux de chômage des hommes a été constamment plus faible que celui des femmes. Depuis, la relation s'est inversée, ce renversement s'était également produit durant la récession 1981-1982.

À l'exception de l'Ontario, la hausse du chômage enregistrée dans la plupart des provinces au cours des 12 premiers mois de la récession actuelle a été nettement moins forte que celle des 12 premiers mois de la récession précédente. Le taux de chômage global pour l'Ontario a presque doublé entre le début de la récession, à la fin du mois de mars 1990 (5.3%), et le mois de juin 1991 (10.2%). On observe un changement dans le classement des régions métropolitaines de recensement (RMR) selon le taux de chômage et cela reflète l'effet marqué de la récession en Ontario. Même Toronto qui, pendant les années 80 était reconnue comme étant la RMR avec le plus faible taux de chômage, s'est fait déclasser (tableau 3). En fait, la plupart des 8 RMR de l'Ontario parmi les 10 premières places dans ce classement au premier trimestre de 1990, ont subi le même sort, un an plus tard.

Il y a moins de travailleurs découragés cette fois-ci

Lorsque la situation économique se détériore, un nombre croissant de personnes perdent tout espoir de trouver du travail et arrêtent d'en chercher. Ces gens sont communément appelés les «travailleurs découragés»[2]. Pendant les six mois ayant précédé la récession de 1981-1982, on a dénombré en moyenne 50,000 travailleurs découragés. En septembre 1982, ce nombre s'établissait à 133,000. Avec la reprise économique, il est descendu graduellement, pour atteindre son plus bas niveau en juin 1989 (28,000). La moyenne de 35,000 enregistrée pendant le premier trimestre de 1990 s'est maintenue pendant le deuxième et le troisième trimestre de la même année, soit la première partie de la récession actuelle. Toutefois, le nombre moyen de travailleurs découragés a recommencé à progresser lorsque le ralentissement s'est accentué au quatrième trimestre, mais semble avoir atteint son sommet de 57,000 en février 1991. Ce sommet est toutefois inférieur de plus de la moitié à celui de la récession de 1981-1982. Ce phénomène pourrait être attribuable à plusieurs facteurs, notamment la forte concentration du chômage en Ontario, où le nombre de travailleurs découragés est en général relativement faible[3].

La population active reprend sa croissance

Lorsque la conjoncture économique est mauvaise, certaines personnes retardent leur entrée dans la population active, d'autres décident de retourner aux études, ou encore, prennent une retraite anticipée ou abandonnent tout simplement la recherche d'un emploi. Après avoir atteint un sommet de 13.8 millions de personnes en octobre 1990, la population active totale (soit le nombre de personnes occupées et les chômeurs) est descendu à 13.7 millions et s'y est maintenue de novembre 1990 à avril 1991. Elle est par la suite revenue à son plus haut niveau en mai, et l'a même dépassé en juin. À titre de comparaison, après la récession précédente, il avait fallu deux fois plus de temps pour que l'effectif de la population active retrouve son niveau antérieur au ralentissement.

Tableau 3
Le chômage dans les régions métropolitaines de recensement aux premiers trimestres de 1990 et de 1991 (données désaisonnalisées)

	1er trimestre 1990			1er trimestre 1991		
	'000	Taux	Rang	'000	Taux	Rang
Toronto	93	4.6	1	187	9.4	9
Hamilton	17	5.1	2	30	9.5	10
London	9	5.5	3	15	8.3	4
Ottawa-Hull	28	5.9	4	37	7.6	1
Kitchener-Waterloo	12	6.4	5	23	11.9	18
Oshawa	7	6.5	6	12	11.1	15
Vancouver	57	6.9	7	81	9.4	7
Calgary	27	7.1	8	34	8.7	6
Sudbury	5	7.7	9	7	11.0	14
St. Catharines-Niagara	12	7.9	10	23	14.1	23
Québec	24	8.0	11	25	7.9	3
Winnipeg	26	8.1	12	33	10.3	12
Edmonton	32	8.2	13	37	9.4	8
Thunder Bay	5	8.4	14	7	10.8	13
Halifax	14	8.4	15	17	9.7	11
Saskatoon	8	8.9	16	12	13.1	21
Regina	9	9.3	17	7	7.7	2
Victoria	12	9.4	18	11	8.3	5
Trois-Rivières	5	9.8	19	8	14.2	24
Montréal	159	10.1	20	217	13.9	22
Saint-Jean	6	10.5	21	7	11.6	16
Sherbrooke	7	10.8	22	8	12.1	19
Windsor	15	11.0	23	19	14.7	25
Chicoutimi-Jonquière	7	11.1	24	8	11.7	17
St. John's	11	13.0	25	10	12.5	20

Source: Enquête sur la population active
Note: Les données d'Halifax et de Winnipeg représentent les régions économiques 250 et 670 de l'Enquête sur la population active.

Le taux d'activité global, c'est-à-dire la proportion de la population totale faisant partie de la population active, s'est maintenu à 66.5% pendant les six premiers mois de 1991, niveau légèrement inférieur à la moyenne de 67.0% enregistrée en 1990 et en 1989. On a observé une baisse des taux d'activité tant masculin que féminin, à partir du dernier trimestre de 1990. Cette baisse a pris fin plus tôt chez les hommes que chez les femmes (en janvier par opposition à février), mais elle a été proportionnellement deux fois plus forte (1.0% contre 0.5%).

Le rapport emploi/population diminue

Au cours de la récession précédente, le rapport emploi/population au Canada, c'est-à-dire le pourcentage de la population totale des 15 ans et plus qui détenait un emploi, était tombé d'un sommet de 60.3% en février 1981 à un creux de 55.9% en décembre 1982. Cette fois-ci, il a atteint un sommet de 62.1% en avril 1990 et le creux semble avoir été atteint en mars 1991 (59.5%). On a observé peu de changement depuis.

Le rapport emploi/population varie beaucoup d'une province à l'autre; de 47% à Terre-Neuve, il passe à 67% en Alberta. Les baisses observées dans la plupart des provinces au cours de la récession actuelle,

ont été nettement plus faibles que celles enregistrées pendant la récession précédente. En Saskatchewan, le rapport emploi/population a de fait augmenté, principalement parce qu'une baisse marginale de la population a été accompagnée d'une faible hausse dans le niveau de l'emploi.

La demande de main-d'oeuvre cesse de baisser

L'indice national de l'offre d'emploi, un indicateur avancé de la demande de main-d'oeuvre, est produit à partir du nombre d'annonces faisant état d'offres d'emploi, publiées dans les quotidiens de 20 grandes régions métropolitaines. Après une période de déclin ayant débuté en avril 1989, l'indice s'est maintenu au même niveau depuis le mois de mars dernier, de sorte qu'on ne peut encore être certain de la tendance prochaine de la demande de main-d'oeuvre[4].

La croissance de la rémunération prend du retard sur la hausse des prix à la consommation

La rémunération hebdomadaire moyenne a augmenté plus rapidement que l'Indice des prix à la consommation (IPC) durant les trois derniers trimestres de 1990 mais cette tendance s'est inversée au premier trimestre de 1991. L'introduction de la taxe sur les produits et services en janvier a contribué à une hausse importante de l'IPC. Comme résultat, la hausse de la rémunération hebdomadaire moyenne (5.6%) au premier trimestre de 1991 a été inférieure à l'augmentation de l'IPC (6.4%).

Conclusion

Les économistes ont observé des indices de reprise au début du deuxième trimestre de 1991, bien que des signes contradictoires se dégagent des indicateurs du marché du travail. Des hausses appréciables ont été enregistrées dans les industries productrices de services et de nombreux facteurs semblent indiquer une reprise de l'emploi dans la construction et le secteur manufacturier. Néanmoins, certains secteurs industriels clés de l'économie demeurent faibles, notamment ceux des transports, des communications et des autres services publics, qui n'ont affiché aucune amélioration de l'emploi jusqu'à maintenant. Également, le niveau de l'emploi dans le commerce est encore bien inférieur à ce qu'il avait été avant la récession de 1990-1991. □

Notes

[1] Voir E.B. Akyeampong, *La population active* (décembre 1986).

[2] Voir E.B. Akyeampong, *La population active* (avril 1987).

[3] Ibid.

[4] Voir C. Haggar-Guénette, *L'emploi et le revenu en perspective* (automne 1989).

Bibliographie

AKYEAMPONG, E.B. «Les inactifs en marge de la population active», *La population active*, mensuel, catalogue 71-001, avril 1987, Ottawa, Statistique Canada, pp. 85-131.

---. «Personnes travaillant à temps partiel «involontairement» au Canada, 1975-1985», *La population active*, mensuel, catalogue 71-001, décembre 1986, Ottawa, Statistique Canada, pp. 143-179.

HAGGAR-GUÉNETTE, C. «Les offres d'emploi: un indicateur avancé?», *L'emploi et le revenu en perspective*, trimestriel, catalogue 75-001F, automne 1989, Ottawa, Statistique Canada, pp. 59-70.

DÉCOUVREZ

Les renseignements sur la santé les plus demandés à Statistique Canada - maintenant disponibles dans une revue trimestrielle

- Des ***articles de fond***... traitant les grands dossiers de l'heure : découvertes récentes sur le cancer, les affections cardio-vasculaires, l'étiologie et l'impact socio-économique des problèmes de santé sur les Canadiens.

- Des ***faits saillants***... présentant un condensé des plus récentes données sur la santé publiées par Statistique Canada.

- Des ***indicateurs choisis***... vous permettant de déceler et d'analyser les nouvelles tendances dans le domaine de la santé aux niveaux national, régional et provincial. Vous y trouverez, entre autres, les indicateurs des hôpitaux, de la mortalité et de la morbidité.

Chaque numéro de ***Rapports sur la santé*** comprend aussi une liste de renseignements et vous indique comment vous procurer des données personnalisées et des tableaux normalisés.

Soyez renseigné ! Ne ratez pas un seul numéro. Abonnez-vous dès aujourd'hui !

Un abonnement à ***Rapports sur la santé*** (n° 82-003 au catalogue) ne coûte que 104 $ pour quatre numéros par an au Canada, 125 $ US aux États-Unis et 146 $ US dans les autres pays.

Pour commander, écrivez à: Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), K1A 0T6 ou communiquez avec le Centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près de chez vous (voir la liste dans cette publication).

Pour obtenir votre revue plus rapidement, commandez par télécopieur au

1-613-951-1584

Ou composez sans frais le

1-800-267-6677

et portez la commande à votre compte VISA ou MasterCard.

À ceux d'entre vous qui désirent obtenir de l'information plus détaillée sur le marché du travail ...

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHÈQUE STATISTIQUE CANADA
1010530293

... Statistique Canada présente ***Moyennes annuelles de la population active 1990*** — un document de référence tout nouveau, créé spécialement à votre intention. Vous y trouverez des données détaillées, des sommaires et des graphiques faciles à consulter, des ventilations géographiques plus détaillées qu'auparavant et davantage de variables et de recoupements qu'il n'en paraît dans les numéros mensuels de *La population active.*

Moyennes annuelles de la population active 1990 porte sur :

- les heures perdues et l'absentéisme, ventilés par secteur d'activité et province;
- l'emploi à plein temps et à temps partiel, ventilé par secteur d'activité et province;
- les professions dans les régions métropolitaines et les régions économiques;
- les secteurs d'activité dans les régions métropolitaines et les régions économiques;
- la participation au marché du travail et les obligations familiales selon la province;
- les heures travaillées, ventilées par secteur d'activité et profession, par sexe, âge et province;
- et bien d'autres.

Moyennes annuelles de la population active 1990 est un pivot de l'approche de Statistique Canada qui vise à satisfaire les besoins de ses clients en matière d'information.

Moyennes annuelles de la population active 1990 (numéro 71-220 au catalogue) : 39 $ au Canada, 47 $ US aux États-Unis et 55 $ US dans les autres pays.

Pour commander, prière d'écrire à l'adresse suivante : Vente des publications, Statistique Canada, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, ou communiquer avec le Centre régional de consultation de Statistique Canada le plus près (liste des centres incluse dans la présente publication).

Pour accélérer le service, commander par télécopieur au 1-613-951-1584, ou composer sans frais le 1-800-267-6677 et utiliser la carte VISA ou MasterCard.